Sommet sur le financement de la lutte contre le changement climatique

Partage international n° 421 – Septembre 2023

Organisé conjointement par le président français Emmanuel Macron et la première ministre de la Barbade Mia Mottley, le Sommet pour un nouveau pacte financier mondial s'est déroulé les 22 et 23 juin à Paris et a rassemblé des hauts dirigeants d'environ 32 pays. Il devait se focaliser sur le soutien financier nécessaire aux pays en développement et aux pays à faible revenu confrontés aux défis simultanés du surendettement, des effets dévastateurs du changement climatique et de la pauvreté. Comme l'a déclaré António Guterres, secrétaire général des Nations unies : *« Il est clair que les institutions financières internationales ont échoué dans leur mission de fournir un filet de sécurité aux pays en développement. »* Le montant des fonds nécessaires à la dépollution et au développement vert est estimé à 2 300 milliards d'euros.

Le rassemblement a été riche en bonnes idées, dont beaucoup ont été présentées par la première ministre Mia Mottley dans un ensemble de mesures baptisé *« programme de Bridgetown »* (capitale de la Barbade), qui comprenait l'allègement de la dette, le triplement des financements de la Banque mondiale, la suppression des obstacles à l'accès des pays pauvres aux financements, ainsi que la recherche de nouvelles sources de financement, telles que de nouvelles taxes sur les pollueurs. Les engagements concrets ont toutefois été peu nombreux – mais pas totalement absents – et des solutions telles que l'annulation de la dette n'ont pas été sérieusement envisagées.

Le point le plus important est peut-être que les négociations ont eu lieu, ce qui a permis d'inscrire la question de l'aide financière aux pays les plus pauvres parmi les priorités des négociations mondiales. Plus précisément, le président de la Banque mondiale, Ajay Banga, a présenté une « boîte à outils » qui permet de suspendre les remboursements de la dette en cas d'événements climatiques extrêmes (uniquement pour les nouveaux prêts), de fournir de nouveaux types d'assurance contre les catastrophes pour les projets de développement afin de les rendre plus attrayants pour les investisseurs du secteur privé, et de financer des systèmes d'alerte précoce en cas de situation d'urgence. La Banque mondiale a également lancé un laboratoire d'investissement du secteur privé afin de réduire les obstacles à l'investissement privé dans les marchés émergents.

Par sa directrice générale, Kristalina Georgieva, le FMI a annoncé qu'il avait atteint l'objectif de mettre 100 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux à la disposition des pays vulnérables en cas d'urgence, sans alourdir le fardeau de leur dette.

En outre, on a conclu un accord pour restructurer 6,3 milliards de dollars de la dette de la Zambie (sur 18 milliards de dollars), ce qui est insuffisant mais utile. Enfin, une coalition de pays a promis de fournir 2,7 milliards de dollars au Sénégal pour l'aider à atteindre son objectif de 40 % d'énergies renouvelables d'ici à 2030. Il s'agit du quatrième partenariat pour une transition énergétique juste (JETP) depuis 2021, après les accords conclus avec l'Indonésie, le Vietnam et l'Afrique du Sud.

On a également élaboré une feuille de route soulignant les réunions et événements à venir qui devraient faire avancer certains des objectifs climatiques discutés lors de ce Sommet.

Lieu : Paris,
Date des faits : 22 juin 2023
Sources : The Atlantic Council, Bloomberg ; Reuters ; The Guardian
Thématiques : environnement
Rubrique : S.O.P. — Sauvons notre planète